



IMMIGRATION : LES VOIES D'UNE RÉFORME

PIERRE SICARD

Université de Picardie Jules Verne, Amiens

Le lendemain de l'élection, certains analystes affirmaient qu'une victoire de Barack Obama était prévisible. Il avait en effet su faire les gestes ou les concessions nécessaires en direction de segments de l'électorat susceptibles de faire pencher la balance en sa faveur¹. Alors qu'il avait prudemment refusé de se prononcer en faveur du mariage homosexuel en 2008, il l'avait fait en 2012 afin de s'assurer du soutien, puis du vote de la communauté LGTBI (près de 5 % du corps électoral se déclare *Lesbian, Gay, Transgender* ou *Bisexual*). Bien qu'en application des lois de 1996 et du *Patriot Act* de 2001 le président ait fait procéder à environ un million et demi d'expulsions d'étrangers en situation irrégulière au cours des quatre années de son premier mandat – chiffre record – il avait décidé le 15 juin² de suspendre ces expulsions pour les moins de 30 ans engagés dans un cursus universitaire. Il s'attirait ainsi les bonnes grâces de la communauté latino-américaine, principale victime des expulsions. La politique politicienne avait triomphé.

Une coalition Obama se serait ainsi mise en place. Elle serait principalement composée de membres des minorités, terme qui renvoie aux États-Unis aux groupes souffrant de discrimination. Au sein de cette coalition figurerait une minorité relativement nouvelle et en forte croissance : les Latino-Américains. Nouvelle, parce qu'en dépit de la proximité géographique et de la non-inclusion avant la réforme de 1965 des habitants de l'hémisphère américain dans la grande loi des quotas de 1924, un contrôle de fait assez étroit était exercé sur une population majoritairement mexicaine jugée peu désirable.

¹ Mitt Romney fournissait cette même explication le 14 novembre lors d'une conférence organisée en faveur des principaux donateurs de sa campagne. Voir l'article du *New York Times* du 16 novembre 2012 *Obama « gifts » to minorities swayed vote, Romney says*.

² Discours d'Obama depuis la Maison-Blanche annonçant sa décision et la justifiant par l'obstruction obstinée des républicains au Congrès.

L'appoint de main-d'œuvre qu'elle pouvait constituer était strictement régulé jusqu'aux années 1960. Elle est aujourd'hui la première minorité ethnique représentant plus de 50 millions de personnes (contre 39 pour la minorité noire) et 10 % des votants le 6 novembre³. Elle est revendicative, mobilisée par un ensemble d'associations civiles⁴ et peut donc jouer un rôle important dans les États clés⁵, ceux qui sont disputés par les deux camps parce qu'ils font la décision dans le collège des grands électeurs. Les deux principaux partis sont donc contraints de prendre en compte cet électorat dans leurs discours et leur stratégie politique.

Le vote de la minorité latino-américaine était-il acquis aux démocrates ? L'avantage dont ceux-ci bénéficient traditionnellement n'aurait-il pu être contrebalancé par d'autres facteurs ? Les républicains avaient un handicap dans cette course à la présidence (et aux autres emplois électifs) mais celui-ci n'a-t-il pas été sérieusement aggravé par les positions que Mitt Romney a dû adopter au cours des primaires ? George W. Bush et son conseiller Karl Rove avaient eu pleinement conscience de ce handicap, mais n'avaient pas réussi à infléchir la position du courant le plus intransigeant au sein du Parti républicain. Aujourd'hui, le revers électoral des républicains – inattendu pour la majorité des observateurs – peut-il être synonyme d'un assouplissement des positions indispensable aux compromis dont devra sortir la réforme ?

Les démocrates, parti des minorités

La coalition victorieuse de 1932 a été décrite comme étant comparable à un habit d'Arlequin. Franklin Roosevelt était en effet parvenu à ajouter les Noirs qui pouvaient exercer leur droit de vote aux Irlandais, et à ceux qui étaient issus de la « nouvelle immigration » de la fin du XIX^e siècle : Italiens,

³ Chiffres du recensement décennal de 2010. La population latino-américaine était alors de 50,5 millions soit 16,3 % de la population contre 37,6 millions et 12,2 % pour la minorité noire. Cette population s'est accrue de 43 % en 10 ans ; en 2000, elle ne s'élevait qu'à 35,3 millions. Source : Pew Hispanic Center tabulations of US census.

⁴ Les plus visibles sont LULAC (League of United Latin American Citizens), MALDEF (Mexican American Legal Defense and Education Fund), NCLR (the National Council of La Raza), cette dernière ayant travaillé en étroite collaboration avec l'Administration Clinton dans les années 1990.

⁵ Caroline-du-Nord, Colorado, Floride, Iowa, Nevada, New Hampshire, Ohio, Virginie, Wisconsin.

Greco, Polonais, Russes, Litvaniens, etc. Ces derniers avaient alors été pris en charge par les « machines » du Parti démocrate présentes dans les grands centres urbains. Les démocrates étaient ainsi, dans la lignée d'Andrew Jackson et de son homme du peuple, le parti « des petits, des obscurs, des sans grades » face aux républicains attirant les bien-nés, les représentants des milieux d'affaires ainsi que les cols blancs qui s'en sentaient proches et prenaient dès la fin du XIX^e siècle un rôle croissant dans l'économie industrielle et managériale.

Roosevelt avait fidélisé cet électorat par le soutien apporté aux syndicats, par l'instauration d'un filet de protection sociale nécessaire en temps de crise à ceux qui sont les plus exposés aux vicissitudes de la vie économique. Le Parti démocrate se caractérisait ainsi par la reconnaissance de droits économiques et sociaux et se distinguait surtout par son approche inclusive. La coalition Roosevelt sortait renforcée de la guerre, bien que souffrant avec Harry Truman, puis Lyndon Johnson, de la défection des États du Sud hostiles à leur engagement en faveur de la défense des droits civiques de la minorité noire. La Grande Société de Johnson témoignait du même souci d'un égal accès aux bienfaits de la promesse américaine que celui qui avait été manifesté par Roosevelt, une génération plus tôt.

La diversification de l'apport migratoire, consécutif à la grande réforme de la politique d'immigration introduite par la loi de 1965, avait accentué l'aspect extérieurement bigarré de la coalition démocrate qui prenait en 1984 le nom évocateur « d'arc-en-ciel ». Mais la combinaison des cols bleus, des intellectuels libéraux, des minorités ethniques, auxquels s'ajoutaient une majorité de femmes, ne lui suffisait pas à s'assurer de la présidence, centre essentiel du pouvoir politique aux États-Unis : Walter Mondale était assez sévèrement battu par Ronald Reagan.

Le succès de la révolution reaganienne dans les années 1980 – qui continue à marquer les esprits des principaux stratèges républicains – a été fondé sur deux piliers depuis indissociables de toute stratégie du *Grand Old Party* : le respect des principes cardinaux de l'économie de marché et celui des valeurs chrétiennes jugées essentielles à la pérennité de la république américaine. L'économie est le domaine par excellence de l'entreprise/de l'entrepreneur et la prospérité sera garantie à condition que l'État intervienne aussi peu que possible. Il n'est pas non plus de société forte sans l'affirmation de valeurs morales ; l'existence de familles stables joue un rôle crucial dans la formation

des citoyens. Sont ainsi réaffirmés des principes déjà proclamés par les Pères fondateurs ; ils ont été repris avec beaucoup d'insistance par la Majorité Morale⁶, puis la Coalition Chrétienne, devenues des composantes incontournables de l'électorat républicain.

Cette double thématique est sans aucun doute susceptible d'entrer en résonance avec la minorité latino-américaine. De tradition catholique, elle est naturellement sensible à un discours qui privilégie la famille (et *a priori* hostile au mariage homosexuel), en faveur du respect de la vie (et en conséquence opposée à des règles considérées comme trop laxistes en matière d'avortement), deux questions au centre du message conservateur de la droite religieuse américaine. La sensibilité religieuse des Latino-Américains les met ainsi plutôt en porte-à-faux avec l'aile progressiste du Parti démocrate favorable au mariage homosexuel et au maintien d'un accès libéral à l'avortement. Le risque est cependant qu'ils soient rebutés par l'intransigeance des « ultras » du Parti républicain tels Todd Akin ou Richard Mourdock⁷ ; ceux-ci en pleine campagne sénatoriale ont rejeté le droit à l'avortement en cas de viol au motif que la victime est biologiquement capable de bloquer la conception. Bien qu'Akin ait été désavoué par Mitt Romney, ses outrances n'ont pu qu'indisposer le plus grand nombre.

Tentant de se garder des controverses que ne manque pas de provoquer la droite religieuse dans son positionnement sur « les valeurs », le candidat Romney s'est efforcé de concentrer sa campagne sur ce qui paraissait être la principale faiblesse du bilan de son adversaire : l'économie. Le chômage, la saisie du domicile familial hypothéqué (élément qui constitue l'essentiel du patrimoine des foyers modestes confrontés à la crise), le creusement d'une dette nationale qui obère l'avenir constituent autant de sujets de

⁶ La Majorité Morale a été fondée en 1979 par Jerry Falwell et a soutenu la candidature de Ronald Reagan en 1980, soutien qu'elle a alors présenté comme décisif. La Coalition Chrétienne est issue de l'échec du candidat évangélique Pat Robertson en 1988. Elle contribue à la sélection et l'élection de candidats (très) conservateurs, notamment ceux du Tea Party. Il existe un grand nombre d'autres associations s'inscrivant dans cette mouvance.

⁷ Todd Akin était un membre sortant de la Chambre des représentants pour le Missouri. Richard Mourdock, trésorier de l'État de l'Indiana, l'avait emporté lors de la primaire sur le sénateur républicain sortant modéré, Dick Lugar, grâce au soutien de Sarah Palin et du Tea Party.

préoccupation que partage à l'évidence la communauté latino-américaine. Ce sont les cols bleus et les cols blancs déçus de la gestion économique démocrate qui avaient fourni l'appoint des votes à Ronald Reagan. Mais une fois encore, le discours républicain au lieu d'être en phase avec les minorités n'a pas réussi à convaincre, donc à séduire. Mitt Romney pouvait faire fond sur sa connaissance des ressorts de l'économie de marché, clé de la création des emplois faisant cruellement défaut. Il ne parvenait cependant pas à dissiper les interrogations soulevées par l'adversaire démocrate sur les risques liés aux restructurations et délocalisations. Il ne réussissait pas davantage à justifier le maintien des baisses d'impôts sur les revenus les plus élevés mises en place par George W. Bush et un Congrès à majorité républicaine jusqu'en 2006. Par voie de conséquence, les perspectives de réduction de la dette nationale paraissaient peu crédibles. Ce qui aurait pu faire pencher le vote de la minorité latino-américaine dans une Amérique frappée par la crise n'a pas su emporter son adhésion et faire ainsi basculer une partie suffisante d'une minorité devenue numériquement décisive.

Le handicap de Romney

La question qui touche le plus profondément la communauté hispanique est celle de l'immigration illégale. Cette dernière s'est rapidement accrue du fait de l'instauration d'un plafond annuel par la réforme de 1965⁸ (qui coïncide avec la fin du programme Bracero), de salaires bien inférieurs pratiqués par les pays d'émigration, de la dépendance des nations latino-américaines à l'égard d'une économie américaine en crise dans les années 1970, puis de la crise du peso mexicain en 1982. Il est bien sûr difficile d'évaluer avec certitude le nombre d'immigrés en situation irrégulière aux États-Unis ; les estimations vont de 11 à 20 millions d'individus pour une population américaine de plus de 300 millions⁹. Le candidat Obama s'était engagé en

⁸ *Immigration and Nationality Act*, qui limite à 120 000 le nombre de visas accordés annuellement aux immigrants de l'hémisphère américain. Ce texte est amendé en 1976 pour introduire un quota de 20 000 immigrants par pays de la zone, ce qui réduit sévèrement les possibilités d'accès légal pour les Mexicains. Le programme Bracero mis en place par Franklin Roosevelt en 1942 a permis jusqu'en 1964 d'importer une main-d'œuvre mexicaine sur une base temporaire au bénéfice des deux pays.

⁹ Les services d'immigration font une estimation qui est révisée en fonction du nombre d'arrestations aux frontières. Les syndicats et différentes associations civiles se livrent également à des évaluations qui ne peuvent qu'être très approximatives.

2008 à faire aboutir une réforme d'ensemble que son prédécesseur George W. Bush n'avait pu imposer à son parti. Seules des mesures d'inspiration sécuritaire avaient été adoptées : le «Real ID Act » en mai 2005 établissant des normes contraignantes pour la délivrance par les États fédérés du document du permis de conduire (pièce d'identité à l'usage national) afin d'éviter les contrefaçons ; le *Secure Fence Act* en octobre 2006 prévoyant l'édification d'une clôture longue de 1100 km et l'augmentation des moyens de surveillance électronique et aérienne sur une frontière de 3200 km. Ce dernier a été complété en 2010 par le *Border Security Act*, renforçant les effectifs de la police aux frontières (*Border Patrol*) et accroissant sensiblement le budget de cette agence fédérale.

À ces mesures sécuritaires, s'ajoutaient les lois très strictes de 1996¹⁰ (puis le *Patriot Act* de 2001) instaurant notamment une détention sans limite de durée dans l'attente d'une décision administrative pouvant aboutir à la déportation et à une interdiction du territoire américain allant jusqu'à dix ans. Le gouvernement fédéral reçut également la possibilité de déléguer par convention la responsabilité de l'application des dispositions de police aux forces de l'ordre des États fédérés. En vertu de ces textes et de contrôles renforcés depuis les événements du 11 septembre 2001, l'Administration Obama a fait procéder à l'expulsion d'un million et demi d'immigrés clandestins en quatre ans. De telles dispositions conduisent parfois à des situations très douloureuses de séparation familiale. En effet, la Cour suprême dans un arrêt de 1898¹¹ a décidé d'interpréter très littéralement le droit du sol inscrit dans le 14^e amendement à la Constitution : tout enfant né sur le territoire des États-Unis est réputé américain. Ainsi les parents peuvent être expulsés alors que leur/leurs enfants sont gardés dans des centres sociaux aux États-Unis.

La volonté de mettre un terme à ces situations comme à la précarité liée à un séjour illégal (et l'exploitation potentielle par des employeurs peu scrupuleux) s'est cependant heurtée à d'autres priorités. Suite à la crise financière puis économique de 2007-2008, il a fallu organiser le sauvetage des institutions bancaires (chaque fois que c'était possible) et de sociétés industrielles telles General Motors ; il a fallu faire adopter un plan de relance, puis du fait des sommes considérables ainsi engagées, négocier avec

¹⁰ Anti-Terrorism and Effective Death Penalty Act ; Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act ; Personal Responsibility and Work Opportunity Act.

¹¹ *United States v. Wong Kim Ark*, 28 mars 1898.

un Congrès hostile le relèvement du plafond de la dette fédérale. Barack Obama a aussi voulu marquer sa présidence par l'adoption d'une réforme du système de santé, premier texte majeur depuis la création de *Medicare* et *Medicaid* par le président Johnson. En dehors de nouvelles tentatives en 2009 puis en 2011 (111^e puis 112^e Congrès) pour obtenir le vote du *Dream Act*¹² dont le but est de régulariser la situation d'étudiants ou d'engagés, le président ne pouvait mettre en avant le rejet d'une réforme d'ensemble de la politique d'immigration par l'opposition républicaine, ce qui aurait fait endosser à celle-ci la responsabilité d'un échec. Tout au plus, son Administration était-elle intervenue pour faire bloquer par voie judiciaire la mise en œuvre de lois adoptées par des États fédérés furieux de l'absence de véritable politique fédérale. Depuis la proposition 187, adoptée en 1994 par la Californie (choisissant la voie référendaire), qui était destinée à contrôler le statut des résidents et à refuser aux sans-papiers l'accès aux services publics ou sociaux¹³, les tribunaux fédéraux constituent le seul frein aux mesures prises par les États fédérés dans l'exercice de leurs pouvoirs de police. L'Administration Obama a ainsi déposé un recours contre les lois particulièrement contraignantes votées par les États d'Arizona et de l'Alabama pour violation du partage des compétences entre État fédéral et États fédérés ainsi que pour violation de droits garantis par les lois ou la jurisprudence des États-Unis.

Ce bilan assez mince n'était guère susceptible de valoir au président sortant les bonnes grâces de l'électorat latino-américain. Néanmoins Barack Obama a fait preuve d'habileté politique en prenant prétexte de l'opposition républicaine à l'adoption du *Dream Act* pour annoncer le 15 juin 2012 qu'il suspendait temporairement l'expulsion des jeunes adultes en cours d'études ou qui s'étaient engagés dans les forces armées. Cette mesure peut potentiellement bénéficier à 1,4 million de clandestins de moins de 30 ans n'étant pas nés sur le sol américain. La mesure s'est vite avérée symbolique :

¹² Acronyme très parlant : *Development, Relief, and Education for Alien Minors* ; le projet remonte au 1^{er} août 2001.

¹³ À la suite de la Californie, l'Arizona en novembre 2004 adoptait par référendum la proposition 200, dont les dispositions étaient similaires à la proposition 187. En avril 2010, c'est le Congrès de l'Arizona qui optait pour des procédures de vérification du statut des personnes au regard de la législation sur l'immigration lors d'opérations de contrôle ou d'arrestation. Cette disposition a été jugée légale par la Cour suprême des États-Unis en juin 2012. En juin 2011, l'État de l'Alabama adoptait un texte quasiment identique. L'exemple a été suivi par plusieurs autres États.

seuls 180 000 d'entre eux ont demandé à en bénéficier et 4500 ont reçu un visa de deux ans. Elle a néanmoins suscité un élan de gratitude immédiat dans la grande majorité de la population latino-américaine alors que la campagne présidentielle s'ouvrait véritablement à l'issue des primaires. Le geste a vite été dénoncé comme opportuniste. Certains juristes l'ont même qualifié de contraire à la constitution puisque le Congrès avait refusé d'adopter le *Dream Act*. Mais il permettait sans nul doute de marquer un point décisif.

Il peut paraître surprenant que les républicains n'aient pas tiré parti du manque d'avancée significative sur cette question d'intérêt majeur pour la communauté latino-américaine. Le risque de se voir reprocher leur obstruction au Congrès n'était pas nul. Mais la primaire a joué un rôle crucial dans ce domaine et a fini par constituer un handicap quasi rédhibitoire pour Mitt Romney. Face aux nombreux prétendants (9) à l'investiture républicaine, Romney s'est trouvé confronté à une surenchère en matière d'immigration. Seul Rick Perry, gouverneur du Texas dont la candidature avait initialement éveillé la curiosité, manifestait une position modérée¹⁴. Pour les autres, l'intransigeance était de rigueur : les immigrants illégaux avaient transgressé les lois de la République ; certains représentaient un danger pour l'État (terrorisme, narcotrafic...), pour les populations frontalières et, sans que la question ait jamais pu être véritablement tranchée, un coût global pour l'État fédéral (surveillance du territoire) et les États fédérés (coûts d'hospitalisation...) malgré l'apport des sans-papiers à l'économie nationale. En conséquence, l'amnistie devait être totalement écartée. Il fallait également reprendre la construction de la clôture interrompue faute de moyens, accroître les contrôles aux frontières, parvenir à une inflexion de la jurisprudence sur le droit du sol afin d'en refuser le bénéfice aux enfants dont les mères traversent la frontière illégalement à cette seule fin. Parmi les juges conservateurs de la Cour suprême, Antonin Scalia¹⁵ n'avait pas hésité à écrire que les États fédérés étaient fondés à prendre des mesures coercitives pour pallier les carences de Washington. Cette intransigeance se retrouvait dans le programme officiel du Parti

¹⁴ *FED UP : Our Fight to Save America from Washington*. New York: Little, Brown & Cy, 2010. Voir notamment les pages 116 à 124 où Perry s'efforce de concilier pragmatisme et rhétorique musclée.

¹⁵ À l'occasion de l'arrêt *Chamber of Commerce v. Whiting* de 2011 concernant l'obligation légale faite à tous les employeurs de l'Arizona de procéder aux contrôles prévus par le système E-Verify (voir la troisième partie du développement).

républicain contenant cet intertitre sans concession : « Respect de la règle de droit ».

Il était donc quasiment impossible pour Mitt Romney d'appliquer sa stratégie de recentrage à la question de l'immigration. La position des républicains était tranchée et connue de trop longue date. La campagne a ainsi pratiquement éludé le sujet. Pour les démocrates, il était délicat de revenir à ce rendez-vous manqué ; c'était aussi vrai pour l'absence de toute marge de manœuvre laissée au candidat républicain. Le sujet n'a été directement abordé dans aucun des trois débats présidentiels. Le silence prévenait l'embarras dans un camp comme dans l'autre.

Une nouvelle donne ?

L'évolution démographique constitue une tendance lourde. Il naît désormais aux États-Unis plus d'enfants non blancs que d'enfants blancs (le recensement actuel repose sur une classification qui laisse le choix de sa race ou de son groupe ethnique au déclarant ; mais la définition de la « blanchitude » est beaucoup plus large que celle qui prévalait voici un siècle). Un million d'immigrés sont légalement admis chaque année mais ceux-ci sont très majoritairement non européens¹⁶. Aussi le poids des minorités ethniques, principalement latino-américaines et asiatiques, va croissant. La régularisation de la situation des sans-papiers ne pourrait qu'ajouter au nombre des citoyens appelés à voter.

Les républicains n'ont pas attendu 2012 pour prendre la dimension du problème. À la suite de Samuel Huntington¹⁷ interpellant ses concitoyens sur l'avenir d'une société américaine multi-ethnique comportant une minorité latino-américaine de plus en plus nombreuse qui refuse de se fondre dans le creuset traditionnel, Pat Buchanan¹⁸ avait dénoncé l'invasion de son pays par des hordes d'immigrés latino-américains. En ancien candidat à la

¹⁶ Les Latino-Américains ont représenté 44 % du flux d'immigrants au cours des années 1990 contre 29 % pour les Asiatiques, 14 % pour les Européens, 6 % pour les Africains et 7 % pour le reste du monde (chiffres 2012 du *Department of Homeland Security*).

¹⁷ *Who are we ? The Challenges to America's National Identity*. New York: Simon & Schuster, 2004.

¹⁸ *State of Emergency : The Third World Invasion and Conquest of America*. New York: Thomas Dunne Books, 2006.

présidentielle, il avait fait le calcul de l'avantage que le croît démographique et l'immigration apportaient aux démocrates. Mais il en tirait une conclusion bien différente de celle de George W. Bush et de Karl Rove. Il était en effet impératif pour Pat Buchanan de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour fermer les frontières et de ne manifester aucune tolérance à l'égard des clandestins. Le président Bush faisait preuve de plus de réalisme politique. Il n'était guère envisageable de procéder à un vaste coup de filet (comme ceci avait été le cas en 1954 – mais les chiffres n'étaient pas les mêmes)¹⁹ pour renvoyer chez eux les 11 à 20 millions d'immigrés en situation irrégulière. Les besoins de plusieurs secteurs de l'économie (entreprises industrielles, agricoles, de services) heureux de bénéficier d'une main-d'œuvre docile et bon marché constituaient une donnée objective que les républicains ne pouvaient ignorer. Il était donc bien préférable de pratiquer une politique de la main tendue en direction de la communauté latino-américaine. Le Parti républicain ne manquait pas d'atouts. Une loi équilibrée entre régularisation (accompagnée de quelques restrictions selon la durée du séjour sur le sol des États-Unis) et surveillance accrue complétée par des dispositions concernant les compétences indispensables à l'économie ou la recherche (sur le modèle de la proposition de loi bipartisan McCain-Kennedy de 2005) pouvait rallier les Latino-Américains. Cette stratégie électorale intelligente coïncidait avec ce qui pouvait passer pour l'intérêt général. Un tel projet, présenté en 2006 puis en 2007, s'était cependant heurté au même front du refus.

Aujourd'hui, affaiblis par un revers électoral et confrontés à une évolution démographique inéluctable, les républicains peuvent-ils sans risque se cantonner dans une opposition irréductible à tout compromis ? Le spectre de la loi de 1986 censée régler l'immigration illégale est, il est vrai, toujours présent. Des 3,5 millions de sans-papiers alors estimés, 2,7 millions avaient été régularisés. L'autre volet de la loi prévoyait des pénalités sévères à l'égard des employeurs recrutant des personnes en situation irrégulière. Ce dispositif initialement peu efficace a cependant été renforcé par le système *E-Verify* qui permet une consultation en ligne des fichiers répertoriant les

¹⁹ Des opérations régulières – très médiatisées – ciblent principalement (mais non uniquement) les immigrants jugés poser un risque pour la sécurité des États-Unis. Douglas Massey et Karen Pren dressent une liste de 16 opérations de militarisation de secteurs sensibles et de rapatriement entre 1993 et 2010 : 'Unintended Consequences of US Immigration Policy : Explaining the Post-1965 Surge from Latin America'. *Population and Development Review* (March 2012) : 11.

assurés sociaux et les personnes entrées légalement sur le territoire (il n'existe pas de carte d'identité aux États-Unis). La loi, loin de mettre un terme à l'immigration illégale, avait de fait été perçue comme un encouragement : parallèlement à la procédure légale, il existait un moyen d'accéder à la naturalisation. La question de l'amnistie est depuis lors devenue tabou.

Mais les restrictionnistes et les nativistes nostalgiques de l'Amérique blanche²⁰ voulue par les WASPS en 1924 ont-ils aujourd'hui une chance d'être entendus ? Les États-Unis sont un pays multi-ethnique. Par une loi de 1990²¹, ils n'ont pas hésité à se prononcer en faveur de la diversité raciale en accueillant des immigrants venus de régions du globe sous-représentées dans la population. Ils recherchent et attirent les talents de l'ensemble de la planète. Le projet SKIL²² de 2006 prévoyait de relever le nombre de visas délivrés annuellement aux diplômés de formation scientifique et de placer hors visas ceux qui avaient été formés par des universités américaines. Il constitue l'un des aspects d'une politique d'immigration pleinement informée du besoin de sang neuf pour dynamiser une économie reposant sur l'innovation. De même, le vieillissement rapide de la population américaine et la fragilité des régimes de retraite ou de couverture médicale

²⁰ Le second point de la déclaration de principes du *Council of Conservative Citizens* (organisation « séparatiste » blanche) est à ce titre éloquent : (2) We believe the United States is a European country and that Americans are part of the European people. We believe that the United States derives from and is an integral part of European civilization and the European people and that the American people and government should remain European in their composition and character. We therefore oppose the massive immigration of non-European and non-Western peoples into the United States that threatens to transform our nation into a non-European majority in our lifetime. We believe that illegal immigration must be stopped, if necessary by military force and placing troops on our national borders; that illegal aliens must be returned to their own countries; and that legal immigration must be severely restricted or halted through appropriate changes in our laws and policies. We also oppose all efforts to mix the races of mankind, to promote non-white races over the European-American people through so-called "affirmative action" and similar measures, to destroy or denigrate the European-American heritage, including the heritage of the Southern people, and to force the integration of the races.

²¹ *The Diversity Immigrant Visa program*.

²² *Securing Knowledge Innovation and Leadership Act*.

rend indispensable l'afflux de personnes jeunes contribuant à un meilleur équilibre des régimes sociaux.

Un compromis législatif élaboré sous la pression de ces données économiques et politiques suppose que les éléments les plus irréductibles au sein du Parti républicain soient marginalisés – ce qui n'est pas sans risque pour le parti. Un tel scénario n'est pas impossible alors que les républicains sont en période d'explication sur les causes de leur échec et doivent choisir entre une ligne dure et une approche plus modérée. Au cas où ils opteraient pour cette dernière, les voies d'une réforme sont assez bien tracées par les projets ou propositions antérieurs. Cette réforme devrait passer par une régularisation des immigrés installés de longue date, irréprochables au plan pénal, prêts à acquitter amende et arriérés d'impôts/de prélèvements sociaux²³ ; des procédures renforcées de vérification en cas d'embauche et de surveillance aux frontières ; une coopération étroite selon des modalités plus contraignantes entre les services d'immigration fédéraux et les services de police des États, dispositions plusieurs fois prévues par les textes déjà examinés par le Congrès. À cela, il faudrait ajouter un dispositif d'immigration temporaire sélective pour la main-d'œuvre dont l'économie américaine a besoin comparable au *guest-worker program* recommandé par George W. Bush. Ce compromis devra être adopté sur une base bipartite afin d'éviter une politisation à outrance de la réforme ou, pour les républicains, que le Parti démocrate n'en recueille seul les dividendes auprès de la communauté latino-américaine.

Les écueils restent nombreux. Si l'élection du 6 novembre a un tant soit peu modifié la donne politique, il faudra au président Obama beaucoup d'habileté politique pour faire de la position de force relative que sa victoire lui confère un levier au service d'une réforme d'ensemble – celle-ci n'ayant pu aboutir depuis l'échec de la loi de 1986. Son « capital politique » peut s'user rapidement dans la négociation prioritaire sur l'impasse fiscale et budgétaire, impasse dans laquelle se trouvent les États-Unis du fait de divergences partisans très grandes sur les remèdes à la crise de 2007-2008. L'impératif calendaire (le 1^{er} janvier 2013) prime de toute évidence sur une

²³ Massey et Pren, dans l'article déjà cité [26], suggèrent un système de points permettant l'accès au statut de résident privilégié puis à celui de citoyen : des points seraient par exemple attribués pour la maîtrise de la langue, l'assiduité à des enseignements d'instruction civique, le fait d'avoir des enfants nés sur le sol américain...

réforme de la politique d'immigration qui exigera un travail législatif long et complexe. Inversement, une négociation réussie dans ce domaine peut instaurer un climat plus propice à une solution bipartisane²⁴. Une chose est certaine : le poids politique des Latino-Américains constitue une donnée qu'aucun des deux grands partis ne peut durablement ignorer.

Suggestions bibliographiques :

BUCHANAN, Patrick. *State of Emergency : The Third World Invasion and Conquest of America*. New York: Thomas Dunne Books, 2006.

Cochise County, USA : Cries from the Border. (DVD) Mercedes Maharis Productions, 2005.

HAYWORTH, J.D. *Whatever It Takes : Illegal Immigration, Border Security, and the War on Terror*. Washington D.C.: Regnery, 2006.

HERNANDEZ, Juan. *The New American Pioneers : Why Are We Afraid of Mexican Immigrants ?* Lanham, MD: Pneuma Life Publishing, 2006.

HUNTINGTON, Samuel. *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*. New York: Simon & Schuster, 2004.

KRIKORIAN, Mark. *The New Case Against Immigration, Both Legal and Illegal*. New York: Penguin, 2008.

_____. *How Obama is Transforming America Through Immigration*. New York: Encounter Broadside 10, 2010.

PIERCE, William Luther (Andrew MacDonald). *The Turner Diaries*. Hillsboro WV: National Vanguard Books, 1978.

SCHRAG, Peter. *Not Fit For Our Society : Immigration and Nativism in America*. Berkeley: University of California Press, 2010.

²⁴ Les premiers signes donnés par John Boehner, chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, sont assez peu encourageants – voir le *New York Times* du 12 novembre 2012 : 'Republicans rethink Stance on Immigration Law'.